

Institut International de Recherches pour
la Paix à Genève

Lettre du GIPRI n° 27

Editorial

Le GIPRI, théorie et terrain

A la veille du bouclage de cette 27^{ème} Lettre, nous apprenions, avec un profond chagrin, le décès subit de notre ami et vice-président de l'Institut, Roger Eraers, victime d'un accident de santé. Roger menait une mission en Russie. Après la conférence Likhachov, il entendait explorer un nouveau projet en Russie orientale. A sa famille, nous adressons nos sincères condoléances. Nous évoquerons sa vie dans la prochaine Lettre.

Notre institut s'attache depuis toujours à concilier recherche fondamentale et recherche appliquée, théorie et terrain. La recherche fondamentale porte sur les causes et formes des conflits et menaces, avec leurs invariants et leurs nouveautés. La recherche appliquée consiste notamment à se rendre sur place pour écouter la diversité du monde, pour éviter l'occidentocentrisme ambiant, pour confronter les points de vue, nouer ou renforcer des liens avec des partenaires étrangers.

La récolte du printemps est bonne. Le 29 mars, sur invitation de l'Institut National d'Etudes Stratégiques Globales, (INESG), j'ai eu le plaisir d'échanger avec mes hôtes algériens sur le thème « Territoires et réseaux au service des empires. » Les rencontres faites donneront lieu à des partenariats avec plusieurs institutions. Du 19 au 21 mai, Manuela Palluat-Natural, Roger Eraers et moi avons participé à la XVI^{ème} conférence Likhachov, à Saint-Pétersbourg.

Le thème en était, cette année « Contemporary Challenges and National Interests ». L'échantillon de participants russes et étrangers a donné lieu à de constants échanges, sans langue de bois. La mondialisation ne dissout décidément pas les nations, sauf à la concevoir dans une optique impériale.

La cybercriminalité est une modalité nouvelle des affrontements, qui confine parfois à la guerre de l'information et au cyberterrorisme. La conférence du 4 décembre 2015 à l'université de Lausanne a fructueusement évoqué ces nouvelles menaces pesant sur les libertés individuelles et collectives.

Deux articles de cette Lettre n° 27 évoquent l'Ukraine et la Russie, deux pays d'une seule région troublée. La question linguistique ukrainienne témoigne d'une radicalisation identitaire qui contribue au regain des tensions. L'analyse du livre de Jean Géronimo sur la pensée stratégique russe évoque la « sphère stratégique » de Moscou. Nous remercions Kseniia Fontaine et Pierre Ballay, nos deux jeunes collaborateurs de passage parmi nous, pour leur rédaction des deux articles. Nous souhaitons bonne chance à Kseniia, qui quitte Genève pour une nouvelle aventure. Nous aurons grandement apprécié son dévouement et sa rigueur.

Un nouveau stagiaire Sarvar Jalolov vient de nous rejoindre, nous lui souhaitons la bienvenue.

Dr. Gabriel Galice,
Président du Conseil de Fondation

- ♦ Editorial.....1
- ♦ La question linguistique dans la crise ukrainienne.....2
- ♦ La pensée stratégique russe.....5
- ♦ Colloque de Saint-Pétersbourg.....6
- ♦ Quelles cybercriminalités? Les pouvoirs en territoires et réseaux.....7

« La paix n'est pas l'absence de guerre, c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice »

- Spinoza

In Memoriam Roger Eraers

Le Conseil de Fondation de l'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève (GIPRI) a la douleur de vous faire part du décès soudain de son vice-président, Monsieur Roger Eraers.

Roger est mort en Russie, lors d'une mission comportant deux projets ; il eut le temps de mener à bien le premier. L'ingénieur avait parfait sa formation par des études en économie et, plus récemment, en sciences politiques. Il avait une longue expérience des relations internationales et un lien affectif fort avec la Russie, l'Afrique et le Vietnam, sans parler de la Belgique, son pays natal.

Sa détermination, son sens de la fraternité, son souci d'exigence nous manquent.

A sa famille, nous exprimons nos profondes condoléances.



La question linguistique dans la crise ukrainienne

L'Ukraine est considérée comme un pays instable et désuni, faute de conscience nationale autonome et marqué par un caractère multiethnique. Etant depuis des siècles une zone de partages et de conflits au vu de sa position géographique, le pays n'a jamais connu de stabilité tout au long de son histoire, comme le montre Andreas Kappeler.¹

Depuis son indépendance en 1991, l'Ukraine cherche à s'identifier, à trouver son unité nationale afin d'exister sur la scène internationale comme étant un Etat fort et autonome. Cette société bilingue et multiculturelle est un véritable défi pour le gouvernement. Ce dernier doit trouver des outils de fonctionnement stable d'un état plurilinguistique. Selon Tadeusz A. Olszański, la langue représente un facteur important dans la détermination de l'identité nationale de la population et un élément de l'«identité symbolique» d'un État moderne. Elle sert de pont entre la culture d'une nation et son expression.

L'auteur distingue quatre aspects d'utilisation de la langue en Ukraine : la communication quotidienne, l'usage officiel (les systèmes légaux et éducatifs), l'usage commercial (médias, publication, cinéma, etc.), ainsi que l'aspect symbolique et idéologique. Un décalage d'utilisation de la langue (le russe et l'ukrainien) est visible entre ces aspects.

Au court du temps, la population ukrainienne a développé une attitude tolérante envers l'usage de la langue. De même, la communauté russophone ne s'oppose plus à l'ukrainisation de ses enfants. La dichotomie entre l'usage de deux langues (le russe et l'ukrainien) disparaît dans les régions de l'Est et de l'Ouest de l'Ukraine en effaçant les frontières linguistiques. Le processus d'ukrainisation s'effectue donc en présence de la langue russe dans la vie quotidienne, ce critère variant d'une région à l'autre. De même, dans les

écoles, l'enseignement de la langue russe diminue tandis que la littérature russe fait partie du programme d'enseignement de la littérature mondiale. Cependant, la langue russe est largement présente dans l'aspect médiatique de la société ukrainienne. A l'heure actuelle, 90% de la circulation annuelle des magazines et 70% des journaux quotidiens sont publiés en russe. La littérature populaire, ainsi que le cinéma, sont disponibles majoritairement en russe. Cela s'explique par le fait du coût de production et de traduction en ukrainien. De même, le cinéma ukrainien traverse une grave crise économique et donc de production. De ce fait, le manque de littérature populaire et de cinéma en langue d'Etat décourage son utilisation dans des contextes officiels extérieurs. Par exemple, la mauvaise maîtrise de l'ukrainien dans les régions du Sud et de l'Est diminue son utilisation au niveau administratif (documents officiels, tribunal etc.).²

Ainsi, la grande majorité de la société n'accorde pas une grande importance à la langue elle-même. Les Ukrainiens (ukrainophones et russophones) sont plus préoccupés par leurs propres conditions de vie au vu de l'économie dévastée du pays...

La question de la langue est cependant extrêmement importante pour l'élite intellectuelle et les milieux nationalistes, qui utilisent la langue comme instrument d'expression et outil de domination idéologique. C'est notamment le quatrième aspect, symbolique et identitaire, qui définit la politique linguistique en Ukraine. En effet, la pensée nationale ukrainienne définit l'appartenance de la nation selon sa langue. La séparation des concepts de la langue (*usus*) et de la nationalité n'a pas eu lieu, au contraire de pays comme la Suisse ou la Belgique. Le rôle de la langue dans l'auto-identification des Ukrainiens est donc surévalué et la question de la langue elle-même est fortement idéologisée et politisée.

Cela est dû à plusieurs facteurs. En effet, le discours linguistique politique en Ukraine est basé sur le fait de parler ukrainien et non russe peu importe le contexte dans lequel cette langue

¹ Andreas KAPPELER, *Petite histoire de l'Ukraine*, Paris : Institut d'études slaves, 1997.

² Tadeusz A. OLSZANSKI, *The language issue in Ukraine: An attempt at a new perspective*, Ośrodek Studiów Wschodnich im. Marka Karpia, Warszawa, 2012.

est utilisée. Le problème du statut de la langue russe a maintes fois été utilisé comme un outil de lutte politique, notamment lors des élections présidentielles.

Avant 2005, le gouvernement de Kiev partait du principe pragmatique de l'usage de la langue russe. La première vague linguistique « d'intérêts politiques » commence avec les élections de Viktor Iouchtchenko en 2005 qui a pour but de promouvoir l'usage de l'ukrainien. Mais le président se base sur un aspect symbolique d'identité nationale. Le slogan de sa campagne électorale parle de lui-même : « une nation - une langue - une église ». Je pense que ses propos manquent de tolérance envers d'autres minorités, et sont contradictoires envers la société interethnique de son pays. T. Ozlanski mentionne dans son livre que Viktor Iouchtchenko en oublie le principe du bilinguisme de la révolution Orange.

La loi de 1989 proclamait l'ukrainien comme unique langue d'Etat, mais prévoyait l'usage du russe par ses locuteurs dans les régions où ils étaient majoritaires.³ Selon la Constitution de 1996, la nation ukrainienne est composée des citoyens ukrainiens de toutes les nationalités. Cependant la langue d'état est l'ukrainien. En même temps, le développement et l'usage du russe et d'autres langues de minorités sont garantis. Autrement dit, la langue russe n'a pas été discriminée par la loi mais par la politique...

En 2010, Viktor Iouchtchenko introduit le concept de la politique linguistique officielle selon laquelle l'introduction de la langue ukrainienne dans tous les domaines de la vie publique représente un garant de l'identité ukrainienne et son unité. Le président Iouchtchenko n'admet toujours pas le caractère bilingue de la société ukrainienne.

En 2012, la Rada (Parlement de l'Ukraine) approuve la nouvelle loi sur la politique linguistique en Ukraine de Kolesnitchenko et Kivalov. La loi garantit le libre usage des « langues régionales » dans les régions où plus de 10% de

la population considère cette langue en tant que langue maternelle. Dans ces régions, une langue régionale peut être utilisée dans les domaines prévus par la loi. Ainsi, la langue russe a reçu un statut de langue régionale. En revanche, aucun statut spécial n'a lui été attribué.

Le 23 février 2014, la Rada prépare un projet d'annulation de la loi sur la politique linguistique en Ukraine de 2012 qui prévoit le libre usage des langues régionales, y compris du russe.⁴ La réaction de la part des habitants du Sud-Est et de la Crimée fut immédiate et a provoqué une vague de manifestations ayant servi de prétexte au séparatisme. Le débat sur la langue est de nouveau devenu un instrument aux enjeux politiques. Cependant, le président ukrainien par intérim Olexandre Tourtchinov n'a pas signé cette loi en y mettant son veto.⁵ La langue russe n'a donc pas perdu son statut de langue régionale, le fait que certains journaux (russes, occidentaux ou ukrainiens) omettent sciemment.

Quoi qu'il en soit, l'idée lancée par la Rada a provoqué une bombe à retardement parmi la population russophone. Manipulés pas les médias, les citoyens expriment leur protestation ce qui provoque une véritable contestation entre le gouvernement de Kiev et les régions de l'Est et du Sud du pays.⁶

Selon l'étude menée par le SIPRI, le bilan du conflit ukrainien en novembre 2014 représente 4364 personnes tuées, 10064 personnes recherchées et 500 000 personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine, sans compter des millions d'ukrainiens déplacés en Russie.⁷

Le président actuel Petro Porochenko continue à démontrer l'importance de soutenir la langue ukrainienne. Toutefois, à mon avis, sa politique linguistique est très contradictoire. En mai 2015, il affirme l'existence d'une seule langue officielle d'Etat – l'ukrainien.⁸

³ Pascal Bonnard, « Ukraine. Enjeux du débat sur le statut de la langue russe », *Le Courier des pays de l'Est* 2007/2 (n° 1060), p. 87- 98.

⁴ « Рада скасувала мовний закон Колесніченка », Українська правда , 23 février 2014

<http://www.pravda.com.ua/news/2014/02/23/7015948/> Date d'accès: 7 décembre, 2015.

⁵ « Турчинов ветує рішення про скасування "мовного закону" - представник в.о.президента в АРК Куніцин », Interfax.ua ,1 mars 2014

<http://ua.interfax.com.ua/news/political/193560.html> Date d'accès: 1 décembre, 2015.

⁶ Thomas GRAS, « Olexandre Tourtchinov demande d'urgence une nouvelle loi sur le statut des langues en Ukraine », NewsRu, 28 février 2014

<http://www.lecourrierderussie.com/2014/02/olexandre-tourtchinov-statut-langues-ukraine/> Date d'accès: 7 décembre, 2015.

⁷ SIPRI Yearbook 2015: Armaments, Disarmament and International Security, Oxford University Press, 2015.

⁸ « Куйбидя: нужно много лет, чтобы сделать английский вторым рабочим языком », РИА Новости Украина, 16 octobre 2015,

<http://rian.com.ua/society/20151016/375351182.html> Date d'accès: 1 décembre, 2015.

La politique de Petro Porochenko suit effectivement l'idée d'une possible intégration européenne. En octobre 2015, le président ukrainien se prononce pour l'introduction de l'anglais en tant que deuxième langue de travail.⁹ Il soutient également la pétition signée par vingt-six mille personnes qui vise à « fournir un passeport de citoyen d'Ukraine uniquement en ukrainien (sans la langue de l'occupant) ». Autrement dit, toute l'information en russe sera effacée et, selon la suggestion du président ukrainien, traduite en anglais, langue de communication internationale.¹⁰ Un autre facteur important de débat politique sur la langue en Ukraine est la rivalité symbolique et identitaire entre Moscou et Kiev. En effet, la différence entre les langues est petite, les ambitions politiques sont grandes.

Le débat intervient dans un contexte politique à cause du concept d'identification de la langue avec la nation. La Russie n'arrive pas à oublier le passé soviétique commun et donc tente d'influencer le discours linguistique en Ukraine. Le gouvernement russe supporte directement ou indirectement la présence des médias russes dans le pays. En 2007, le concept "Russkiy mir" (« le Monde Russe ») fut introduit et a pour but de soutenir toute la population russophone en dehors de la Russie, y compris ceux qui apprennent la langue. La pression de Moscou aggrave la situation, notamment dans son soutien des régions de l'Est du pays.

Selon nous, la meilleure solution serait de tolérer l'état actuel du «bilinguisme non officiel» afin que la société ukrainienne cesse de se considérer en tant que nation ukrainienne par la langue. Ce processus est en cours comme le démontre la disparition des frontières linguistiques entre les régions. C'est donc au gouvernement ukrainien de changer son discours idéologique en acceptant le caractère bilingue de la population.

Kseniia Fontaine

Dans la presse... dans l'actualité...



[Le Pr Gabriel Galice au cours d'une conférence animée à l'INESG, Alger: Opposer l'autorité de l'Etat à l'impérialisme...](#)

Karim Benamar



[Gabriel Galice, Président de l'Institut internationale des recherches sur la paix à Genève: « Terrorisme: l'Algérie première voie de protection de l'Occident »](#)

Fouad Irnatene

La Lettre du GIPRI

Publication trimestrielle du GIPRI

Directeur de la publication: G. Galice

Rédaction : P. Bollé, K. Fontaine, P. Ballay

Les articles paraissant dans la Lettre du GIPRI n'engagent que les auteurs, et leur publication ne signifie pas que le GIPRI souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

Site internet:

www.gipri.ch/publications/lettres-2

Contact: contact@gipri.ch

⁹ Alexandre GRICHINE, «Глава Украины Петр Порошенко хочет сделать вторым рабочим языком в стране английский », KP.ru, 16 octobre 2015, <http://www.kp.ru/daily/26446/3317044/#close> Date d'accès: 1 décembre, 2015.

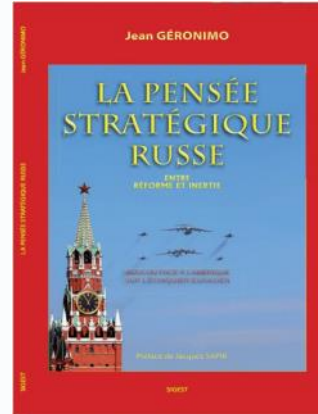
¹⁰ « Куйбида: нужно много лет, чтобы сделать английский вторым рабочим языком », РИА Новости Украина, 16 octobre 2015, <http://ria.com.ua/society/20151016/375351182.html> Date d'accès: 1 décembre, 2015.

Jean Géronimo, « La pensée stratégique russe », *Guerre tiède sur l'échiquier eurasien. Les révolutions arabes, et après?**

Suite à l'effondrement de l'URSS en 1991, la Russie a été amenée à composer avec de nouveaux voisins et à surmonter de nouvelles rivalités, tant internes qu'externes. Jean Géronimo, dans son ouvrage sur «La pensée stratégique russe», nous plonge au cœur d'une puissance russe en renouveau et de retour sur la scène internationale. L'auteur dresse une grille de lecture très complète de l'impact de l'héritage soviétique sur la doctrine politique russe actuelle, dont un des leviers politiques principaux est le complexe militaro-industriel, où l'«atome» - terme employé par Jean Géronimo pour qualifier l'arme nucléaire - joue un rôle sécuritaire particulier dans la pensée stratégique russe et est un «vecteur structurant sa politique étrangère». Ce retour de la «Grande Russie» a permis à l'auteur d'analyser les différentes «inerties» (p.28), politiques et comportementales, de la politique russe, notamment depuis les années 2000 avec l'impulsion de Vladimir Poutine et l'adoption de nouveaux concepts de sécurité stratégique, axés particulièrement sur «la défense 'active' des intérêts nationaux de la Russie et de sa zone d'influence eurasiennne» (p.62).

L'espace eurasiatique a souvent été décrit comme une zone vitale et stratégique par de nombreux théoriciens anglo-saxons. Pour Zbigniew Brzezinski, conseiller du président des Etats-Unis de 1977 à 1981 - et célèbre pour sa ligne anti-russe -, l'Eurasie est un «Grand échiquier», où se joue la partie pour la suprématie mondiale. L'«hyperpuissance» américaine, acquise avec la «défaite» de la «superpuissance égalitaire soviétique», a aujourd'hui pour objectif de maintenir sa suprématie dans cette région. Le but est de prévenir l'émergence de toute nouvelle puissance sur la scène internationale et de ne voir aucun rival dominer. Dans ce contexte, comme le souligne très justement Jean Géronimo, la grande priorité stratégique des Etats-Unis est de créer un «contexte international visant à bloquer un retour russe dans la région» (p.45), aujourd'hui en grande partie «sous l'autorité politique historique» de la Russie. Cette «politique d'érosion» (p.53) de la Russie dans son propre espace est une constante géopolitique américaine. Aujourd'hui, les moyens ne sont plus seulement militaires: la supériorité tech-

nologique des Etats-Unis permet la promotion de la vision américaine du monde au moyen d'un instrument très puissant, le soft power. La volonté d'imposer un universalisme démocratique, fait sur le modèle des Etats-Unis, en est un exemple. C'est justement cet hégémonisme que la Russie accuse. L'auteur, pour qualifier cette unipolarité de l'ordre mondial, parle d'une «nouvelle forme d'impérialisme à l'habillage légitime» (p.55).



Ces avancées géopolitiques occidentales dans le pré-carré de la Russie sont perçues par cette dernière comme des menaces majeures pour ses intérêts stratégiques, au rang desquelles l'OTAN occupe la première place. Comme le note Jean Géronimo, l'OTAN, «résidu de la Guerre froide» est une organisation «structurellement orientée» contre la Russie, poursuivant en s'étendant l'«affaiblissement périphérique de la Russie» (p.92). Aujourd'hui, la Russie considère ces élargissements comme un «encerclement géopolitique» de son territoire. La préservation de la «sphère stratégique» de Moscou (p.104) est ainsi une condition *sine qua non* à son retour sur les devants de la scène. Un livre indispensable pour comprendre la position stratégique russe et les enjeux en Eurasie.

Pierre Ballay

Institut International de Recherches pour la Paix à Genève (GIPRI)

Reconnue d'utilité publique
Messager de la paix ONU 1988

Bureau de la Fondation :

G. Galice (Président)
R. Eraers (Vice-président, Trésorier)
M. Palluat Natural (Secrétaire)

**Rue de la Paix, 7 bis
1202 Genève / Suisse
+ 41 (0) 22 907 36 62**

Site internet : www.gipri.ch
[Geneva International Peace
Research Institute](http://www.gipri.ch)

Le GIPRI à la XVI^{ème} conférence Likhachov

Les trois membres du bureau du GIPRI, Manuela Palluat-Natural (secrétaire), Gabriel Galice (président) et Roger Eraers (vice-président) étaient, du 19 au 21 mai 2016, les invités des conférences scientifiques Likhachov de Saint-Petersbourg.

Le thème en était cette année «Contemporary Global Challenges and National Interests». Plusieurs personnalités russes et étrangères y ont participé.

Les contributions liminaires sont consultables à l'adresse:

http://www.lihachev.ru/chten_eng/2016

Les textes des membres du GIPRI sont aussi disponibles sur notre site.

Colloque de Saint-Petersbourg

Le GIPRI a organisé, pour la deuxième fois, un colloque à Saint-Petersbourg, portant sur les relations entre la Russie et l'Europe. Il a eu lieu les 26 et 27 janvier 2016, au département des relations internationales de l'université d'Etat, situé dans le cadre historique de l'Institut Smolny.

Les innovations par rapport au premier colloque que nous avons organisé sur ce même thème les 17 et 18 novembre 2014 à l'université européenne à Saint-Petersbourg, étaient une manifestation largement ouverte au public cette fois et ne comprenant qu'un seul intervenant provenant de Suisse, en la personne du Dr Gabriel Galice, face à une dizaine d'intervenants russes.

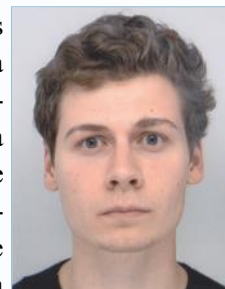
Ce colloque a été suivi, tout au long des deux jours, par un auditoire nombreux et attentif constitué de professeurs, d'étudiants, de journalistes et de représentants de diverses institutions officielles.

L'allocution introductive a été faite par M. Michel Faillettaz, consul général de Suisse à Saint-Petersbourg, qui a été suivie d'une intervention liminaire du Dr Galice, donnant le point de vue du GIPRI, ainsi que des pistes de réflexion, sur le thème : «Quelle place de la Russie en Europe ? En Eurasie ? ».

Les nombreux intervenants russes ont ensuite abordé des thèmes variés, parlant entre autres de l'Ukraine, du BRICS, de facteurs sociétaux, économiques et de religion. Deux journées denses, pleines d'échanges très ouverts. La presse et la radio ont relayé l'évènement. Des actes du colloque sont en voie de réalisation ; ils seront rassemblés avec ceux du colloque précédent et publiés d'ici la fin de l'année 2016.

Le GIPRI accueille actuellement deux jeunes stagiaires

Pierre Ballay a effectué des études en droit français et russe à l'Université Paris X. Actuellement, il est étudiant en Master à l'Institut d'Etudes Globales de l'Université de Genève. Il se spécialise notamment sur la Russie et s'intéresse particulièrement à l'Arctique, sujet qu'il a découvert et étudié de près lors d'un échange universitaire à l'Université d'Etat de Saint-Petersbourg. Pierre est aujourd'hui stagiaire-collaborateur au sein de la Fondation GIPRI et travaille sur le projet «Quel paix pour quel ordre du monde?» depuis février 2016.



Sarvar Jalolov est titulaire d'une licence en Relations internationales de l'Université d'économie mondiale et diplomatie (Tachkent, Ouzbékistan) et d'un master Histoire des relations internationales et des processus d'intégration régionale de l'Institut d'études politiques de Strasbourg. Il se spécialise sur



l'espace post-soviétique, notamment sur l'Asie centrale. Il est actuellement étudiant en Master AlterEurope à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne et a commencé à effectuer un stage au GIPRI dès juin 2016.

Impacts économiques de la cybercriminalité

Quelles cybercriminalités? Les pouvoirs en territoires et Réseaux*

Je suis sensible à la place que vous faites à un irénologue dans un aréopage de spécialistes de cybercriminalité. Soyez vivement remerciés de votre invitation.

La recherche pour la paix se nourrit des conflits et de leur analyse ; elle entend forger des outils conceptuels et stratégiques car la paix est un combat.

Je vous livre sept propositions, auxquelles je vous invite à réagir.

1) La violence est omniprésente, sous des noms divers, en actes ou en structures. La violence en structure, institutionnelle, instituée, légale, s'appelle *pouvoir*. Dans la langue allemande, *die Gewalt* désigne à la fois la violence et le pouvoir, à telle enseigne que le « pouvoir spirituel » (soft power) se dit « die geistige Gewalt. » *Soft, smart et hard power* sont imbriqués dans un continuum. Les limites sont floues. (Georges Labica)

2) La mal-nommée « mondialisation » (Michel Beaud parle opportunément de « Système national / mondial hiérarchisé » ou « SNMH ») fut malencontreusement pensée (si tant est qu'elle le fût vraiment) sur des registres technico-économiques, fatalistes ou idéalistes (« mondialisme »). Alain Joxe y lit la substitution de la souveraineté des Etats par la souveraineté des grandes entreprises. La criminalité oppose des acteurs privés illicites à des acteurs licites mais aussi des acteurs licites entre eux, des acteurs privés à des acteurs publics, sans oublier celle des acteurs publics contre d'autres acteurs publics ou contre des acteurs privés, de grands Etats s'en étant rendus célèbres,

pour leur propre compte ou pour le compte de leurs entreprises.

3) La vision mondialiste techno-scientifique (Michel Beaud) a omis le monde réel, le fait que les êtres humains soient des primates imaginant, politiques et symboliques. Ils assurent la paix entre eux par des systèmes *symboliques* impliquant la **temarité**, le *totem* dit primitif ou *l'Etat* moderne construit par et constructeur de lois. Je renvoie aux travaux de Pierre Legendre, Régis Debray, Alain Supiot. Le face-à-face non médiatisé, celui des réseaux, s'avère mortifère, porteur à la fois du meilleur et du pire. Ces réseaux sans médiateur ni modérateur, sont autant l'absence de contrôle d'Internet par la justice et la police que ceux des banques centrales désarmées face aux marchés financiers. Le binaire s'épanouit autant dans l'informatique que dans la pensée ami / ennemi (Carl Schmitt et ses émules). On ne sait plus compter que jusqu'à deux. Le mépris de l'Etat porte des fruits amers. Et « L'Etat islamique » utilise le *bitcoin*, après avoir mis à sac des banques irakiennes. L'argent est blanchi çà et là. Nous devons réapprendre à compter jusqu'à trois, au moins.

4) S'est développée une vision du monde éthérée, faite de *flux* et de *réseaux*, taisant la pesanteur des territoires et des stocks en tout genre. La Toile est aussi celle que l'araignée tisse pour capturer ses proies. Dans la Rome antique, le « rétiaire » est le gladiateur qui utilise son filet pour entraver l'adversaire avant de le tuer. Or les primates humains vivent bel et bien sur des territoires et ils s'approprient le monde en créant des stocks d'images, d'idées, de céréales, de pétrole, de capitaux, de données numériques, d'informations convoitées. J'arrive à notre sujet, en évitant les raccourcis qui tournent vite au court-circuit. L'Ukraine, la Syrie, l'Etat islamique, sont des territoires porteurs de stocks de ressources, jonctions entre territoires rivaux, lieux de passages d'oléoducs et gazoducs, en activité ou programmés. 5) J'appelle **terréseau** cette articulation stratégique congruente des territoires et des réseaux, là où opèrent les différentes formes du pouvoir, officiel, officieux, marginal,

*Communication de G. Galice, Président du GIPRI, à la conférence « Impacts économiques de la cybercriminalité » organisée le 4 décembre 2015 à l'Université de Lausanne, dans le cadre du projet européen *E-crime*.

criminel. Je ne tiens pas les « territoires numériques » pour de territoires à proprement parler mais plutôt, par leur ubiquité, pour des réseaux ou des « espaces ». (Les « espaces économiques » selon François Perroux sont inspirés des « espaces mathématiques»).

5) Une autre erreur des pensées ordinaires est d'ignorer la **négativité, la réactivité**, le choc en retour, l'usure des empires, des puissances. Cette erreur est le produit du fantasme de toute-puissance, expression de *l'hubris* occidentale. La dialectique et la dialogique (Edgar Morin) n'ont guère voix au chapitre, le *tao* – unité dans la contradiction – moins encore. La vie en rose, en somme, affranchie du principe de responsabilité au bénéfice des convictions en bandoulière. Le principe de responsabilité s'efforce de penser les conséquences des actes posés tandis que le principe de conviction s'attache au seul principe retenu, ignorant que l'enfer est pavé de bonnes intentions.

6) La même carence de vision dialectique, complexe, affecte **l'idéalisation du marché, plus précisément du marché capitaliste financier**. Max Weber (qui n'est pas Karl Marx) notait dès 1923 : « Le critère d'évaluation, sans lequel le compte de capital ne peut pas exister, provient d'une manière constamment renouvelée, de la lutte de l'homme avec l'homme sur le marché. » Le marché est un lieu d'échange et un champ de bataille. Marc Guillaume parle d'état de guerre généralisé pour désigner le paradigme de la concurrence. « La main invisible du marché de McDonald's est inséparable du poing visible de McDonnell Douglas » (entreprise d'armement), écrit l'essayiste étasunien Thomas Friedman. La violence des marchés est en symbiose avec les « **marchés de violence** » (Georg Elwert), marchés anthropologiques autant qu'économiques. (Kalulambi Pongo et Landry, 2005)

7) Conclusion : Les criminels sont des créatifs immergés dans des marchés, où les marchés noirs ont leur part. Les criminels sont des personnes mais aussi des institutions, des méthodes. Quis custodiet ipsos custodes ? (Qui gardera les gardiens eux-mêmes ?)

Le monde est en état de guerre, en guerres, militaires ou non militaires (les « opérations de guerre

non-militaires » de Quia Liang et Wang Xiangsui), économiques mais, indissolublement, politico-militaires-sécuritaires. Les pompiers sont-ils tous pyromanes ?

Gabriel Galice

Bibliographie :

Beaud (Michel), *Capitalisme, système national / mondial hiérarchisé et devenir du monde*, Paris, L'Hamattan – Cahier du GIPI n°4 - 2006

Cohen (Jared) « Digital Counterinsurgency »

Friedman (Thomas L.), *The Lexus and the Olive Tree*,

Galice (Gabriel), *Les empires en territoires et réseaux*, Geneva Paper n°25, Genève, GCSP, 2015

Harvey (David), *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2010.

Joxe (Alain), *Les guerres de l'empire global*, Paris, La Découverte, 2012

Kalulambi Pongo (Martin) et Landry (Tristan), *Terrorisme international et marchés de violence*, Presses de l'université de Laval, 2005.

Labica (Georges), *Théorie de la violence*, Naples – Paris, 2007.

Legendre (Pierre), « L'humanité a besoin d'ombre pour échapper à la folie », *Le Monde*, 22 avril 1997.

Guillaume (Marc), « L'héritage de l'histoire ambiguë », in *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Dockès (Pierre) (dir.), Paris, PUF, 2002.

Passet (René) et Liberman (Jean), *Mondialisation financière et terrorisme*, 2002.

Quia Liang et Wang Xiangsui, *La guerre hors limites*, Rivages Poche, Payot et Rivages, 2006.

Supiot (Alain), *La gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard, 2015.

Le GIPRI bénéficie du soutien financier de la Ville de Genève.

